

Renforcer les capacités des leaders religieux pour promouvoir l'abandon des mutilations génitales féminines

Les mutilations génitales féminines (MGF) en Mauritanie

Les mutilations génitales féminines, soit l'ablation totale ou partielle des organes génitaux externes féminins, sont encore couramment pratiquées en Mauritanie. Trois quarts des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été excisées. C'est dans le Sud et le Sud-Est du pays que les MGF sont le plus fréquemment pratiquées, sur des petites filles âgées de 0 à 5 ans. Les exciseuses sont souvent des femmes âgées qui se servent de ciseaux, de lames de rasoir ou d'éclats de verre. Les MGF font partie des pratiques traditionnelles néfastes qui constituent une violation des droits de l'enfant et de la femme. Elles ont de graves conséquences sur leur santé physique et psychique.

La GIZ et la promotion de l'abandon des MGF en Mauritanie

Le projet suprarégional « Abandon des MGF » de la GIZ mène depuis 1999 des actions de promotion d'abandon des MGF dans plusieurs pays de l'Afrique. En Mauritanie le projet suprarégional a travaillé en collaboration avec le « Programme Bonne Gouvernance » de la GIZ. Depuis 2005 le Programme Bonne Gouvernance soutient le gouvernement mauritanien ainsi que la société civile pour promouvoir les droits de la femme, y compris l'abandon des MGF. Le projet suprarégional a appuyé le Programme Bonne Gouvernance et ses partenaires au niveau national et dans les deux régions du Hodh El-Gharbi et du Guidimakha, où l'excision est encore très fréquemment pratiquée.

Pourquoi impliquer les leaders religieux pour promouvoir l'abandon des MGF ?

La Mauritanie est une République islamique. L'Islam joue un rôle très important dans la vie quotidienne des familles mauritaniennes. Les imams et oulémas sont reconnus comme référence religieuse et sociale, tant dans les villages que dans les milieux urbains. Beaucoup de mauritaniens, y compris les leaders religieux, sont persuadés – de façon erronée – que l'excision est une obligation religieuse. Comme la religion se lie ainsi aux normes sociales pour maintenir une pratique ancrée depuis des générations, il est donc primordial de convaincre les leaders religieux, pour qu'à leur tour ils puissent sensibiliser leur communauté sur les MGF, sur le fait qu'elles ne sont pas prescrites par l'Islam et l'appeler à abandonner cette pratique traditionnelle néfaste.

Renforcer pas à pas les capacités des leaders religieux

Dès 2005 la GIZ a inclus les leaders religieux dans le cadre de campagnes de sensibilisation sur la participation politique et les droits civils de la femme. A cette époque, même certains oulémas érudits de tendance réformiste étaient encore réticents à aborder le sujet des MGF en public.





Les imams sont sensibilisés sur les MGF et la position de l'Islam qui ne les justifie pas

« J'avais coopéré avec la GIZ lors de la campagne de sensibilisation sur les droits civils de la femme. Mais, lorsque la conseillère de la GIZ m'a demandé d'aborder le sujet des MGF, j'ai refusé. Je ne voulais pas en entendre parler. Je pensais que les MGF étaient un problème pour les occidentaux, mais par pour nous. Elle m'a demandé de réfléchir à la question. Je suis rentré à la maison, j'ai demandé à ma femme ce qu'elle en pensait. Elle m'a répondu qu'une de mes filles a failli mourir après avoir été excisée. Sur ce, j'ai étudié la question et me suis penché sur les textes religieux. L'Islam n'est pas hostile au changement. J'ai écouté et analysé les arguments d'autres experts. J'ai révisé mes convictions. J'ai accepté d'organiser un colloque sur les pratiques préjudiciables à la femme. Parler en public de l'excision en tant qu'homme est difficile. C'est un tabou que j'ai pu franchir peu à peu. »

Cheikh Ould Zein, Secrétaire Général du Forum de la Pensée Islamique et du Dialogue des Cultures (FPIDC)

En 2007, le FPIDC, appuyé par la GIZ, organisa un premier colloque national sur les pratiques préjudiciables à la femme, le rôle de la tradition et la position de l'Islam avec la participation d'imams et d'oulémas de la capitale et de plusieurs régions de Mauritanie. Ce colloque visait à encourager les participants à réfléchir sur l'excision, ses fondements religieux et sociaux ainsi qu'à ses conséquences néfastes pour la santé. Il fut l'ouverture d'un débat entre les leaders religieux eux-mêmes sur le bien-fondé et la légitimation religieuse de la pratique.

En 2008 et 2009 la GIZ appuya au Hodh El-Gharbi et au Guidimakha plusieurs formations sur les MGF pour les imams et oulémas. Ces formations furent menées par le FPIDC en coopération avec des leaders religieux régionaux. Parallèlement, dans ces deux régions la GIZ intégra les imams et oulémas aux activités de sensibilisation sur les droits de la femme et les pratiques préjudiciables.

En 2010 le FPIDC, avec l'appui de la GIZ, rassembla des leaders religieux venus des diverses régions du pays dans un colloque national pour élaborer et adopter une fatwa sur les MGF. La fatwa signée par 33 oulémas déclare que l'excision telle qu'elle est pratiquée actuellement est interdite en vue des graves préjudices qu'elle provoque. Pour vulgariser et diffuser cette fatwa la GIZ organisa en coopération avec des leaders religieux régionaux, plusieurs ateliers de sensibilisation au Guidimakha et au Hodh El-Gharbi. En 2011, sur l'initiative du FPIDC, une conférence internationale pour valider la fatwa avec la participation d'oulémas venant de différents pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Egypte et du Soudan eut lieu en Mauritanie. Celle-ci fut soutenue par l'UNICEF, le FNUAP et la GIZ. Par la suite le FPIDC organisa plusieurs colloques interrégionaux en Mauritanie pour vulgariser et augmenter l'adhésion à la fatwa.

La fatwa était le premier outil dont les leaders religieux pouvaient se servir pour sensibiliser leurs confrères ainsi que la population. Cependant, il s'avéra qu'elle ne suffisait pas pour donner aux imams tous les arguments nécessaires afin de convaincre leur audience. C'est pourquoi la GIZ a soutenu d'une part les leaders religieux régionaux, d'autres part le FPIDC dans l'élaboration d'outils appropriés. En 2011 un prêche modèle fut élaboré par de leaders religieux régionaux au Guidimakha et au Hodh El-Gharbi. Ce prêche fut prononcé par des imams lors des prières du vendredi dans les chefs-lieux de 44 des 45 communes de ces deux régions.

Au niveau national le FPIDC élaborait un argumentaire sur l'excision. Cet argumentaire rassemble les textes de référence du droit islamique ainsi que les plus importantes fatwas contemporaines émanant d'oulémas de Mauritanie et d'autres pays musulmans. Sur la base de cet argumentaire, un guide de prêche et un prêche modèle furent élaborés par des oulémas venus de Mauritanie et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest lors d'un atelier organisé par la GIZ à Dakar en 2012.

Extraits de ce prêche modèle :

Nous vous avons fait entendre les arguments de la jurisprudence islamique, le point de vue des Fuqahâ d'hier et d'aujourd'hui.

Les médecins ont tous été d'accord, musulmans comme non musulmans, sur la gravité de l'excision concernant la vie des filles dans le présent comme dans le futur, à cause des dommages graves qu'elle engendre sur le corps et l'esprit.

Il ne nous reste qu'à savoir que c'est une tradition dont les conséquences sont néfastes et dont les conséquences nuisibles sont claires. Il faut l'abandonner, s'en détourner pour toujours.

Les succès et les facteurs de réussite

Le dialogue avec et entre les leaders religieux sur les pratiques traditionnelles préjudiciables a donné à la promotion de l'abandon des MGF en Mauritanie une nouvelle dimension. Il a d'une part levé un tabou en permettant aux leaders religieux et aux hommes de parler de l'excision en public. D'autre part il a ouvert un débat entre les oulémas et imams eux-mêmes sur la légitimation religieuse des MGF.

L'engagement des imams et des oulémas est toujours passé par leur conviction individuelle.

« Abandonner les MGF était inconcevable pour nous. Car nous pensions que c'était une obligation religieuse. C'est suite à plusieurs ateliers et colloques et les analyses des oulémas et des médecins de la pratique que nous avons commencé à changer de perception envers la pratique et à l'accepter comme sujette au débat. Nous étions prudents. Nous voulions vraiment savoir si l'excision était une obligation religieuse. Il s'est alors confirmé qu'elle était préjudiciable aux femmes, quelle avait des conséquences très néfastes sur la santé et qu'elle n'est nullement une obligation de l'Islam. Enfin il y'a eu une fatwa d'éminent érudits en lesquels nous avons pleine confiance. Là-dessus nous nous sommes engagés à la diffuser auprès des populations. »

Imams et oulémas de plusieurs régions de Mauritanie

La fatwa, l'argumentaire, le guide de prêche et le prêche modèle sont des outils importants pour permettre aux oulémas et religieux de convaincre leur communauté d'abandonner l'excision.

« Une grande partie de la population lie la pratique à la religion. La fatwa a été très importante pour sensibiliser les imams. Ils ont beaucoup d'influence chez nous. Les femmes prennent part à la prière du vendredi, derrière un rideau. Je connais un imam dans un village de notre région qui a parlé de l'excision dans ses prêches. Il a dit que les problèmes d'accouchement sont liés à l'excision. »

Notable de la région de Guidimakha

Au niveau national, le FPIDC a joué un rôle de catalyseur. Un groupe de leaders religieux a pu être formé qui agissent aujourd'hui comme acteurs de changement. Pour ces leaders religieux il s'est avéré crucial de lier l'argumentation religieuse aux discours médicaux prouvant les conséquences néfastes de l'excision sur la santé des filles et des femmes. La coopération avec les professionnels de la santé (médecins et sages-femmes) en Mauritanie qui se sont aussi engagés à condamner la pratique a facilité leur tâche. L'approche développée par le FPIDC avec le soutien de la GIZ est aujourd'hui sollicitée par d'autres partenaires tels que l'UNICEF pour l'appliquer à d'autres pratiques préjudiciables telles que le mariage précoce.

Au Hodh El-Gharbi et au Guidimakha il s'est avéré très important tant pour la GIZ que pour le FPIDC de coopérer avec des leaders religieux crédibles et reconnus par la population locale.

« Quand les gens sont convaincus que vous êtes crédibles et compétents ils vous écoutent. Chaque communauté a sa propre référence. Il faut convaincre ceux qui sont la référence. Si des oulémas viennent et qu'on ne les connaît pas, personne ne va les croire. »

Cheikh d'une école religieuse traditionnelle dans la région du Hodh El- Gharbi



Atelier sous-régional des leaders religieux d'élaboration des outils appropriés de changement d'attitude (Cheikh Ould Zein du FPIDC au milieu sur la photo droite)

Gauche : travaux de groupe d'élaboration de guide de prêche

Droite : Cheikh Ould Zein du FPIDC (au milieu)



Les femmes mauritaniennes profitent de l'engagement des leaders religieux contre les MGF

Ulrike Ebeling
ulrike.ebeling@giz.de

Dr. Gabriele Gahn
gabriele.gahn@giz.de

Les défis

L'Islam en Mauritanie recouvre plusieurs tendances. Outre la tendance réformatrice représentée par la FPIDC il existe une grande tendance conservatrice, qui n'est pas toujours ouverte à une interprétation du droit islamique adaptée aux réalités contemporaines de la société mauritanienne. Certains oulémas influents n'ont pas encore adopté la fatwa. Cependant aucun de ces leaders religieux ne s'est jusqu'à aujourd'hui ouvertement prononcé contre la fatwa.

Comme d'autres pays, la Mauritanie se trouve aujourd'hui confrontée à une tendance intégriste qui d'une part rejette une vision tolérante de l'Islam et d'autre part remet en cause la crédibilité des oulémas traditionnels auprès de la population. Dans ce contexte, il existe toujours un risque de politiser un débat religieux et social sur les pratiques préjudiciables et les MGF.

Le plus grand défi est que la sensibilisation des imams et la vulgarisation de la fatwa n'ont pas encore assez atteint le milieu rural et les villages éloignés, où une majorité d'Imams reste convaincue que l'excision est une obligation religieuse.

« Il existe encore beaucoup de villages et d'imams qui n'ont pas encore été touchés par la sensibilisation. Ils restent encore figés sur leurs anciennes traditions. »

Oulémas de la région du Hodh El-Gharbi

« Dans les villages, beaucoup d'imams n'ont pas la capacité intellectuelle d'analyser la pratique. Et personne d'eux n'en parle. »

Oulémas de la région de l'Assaba

Résumé

Dans une société où l'Islam légitime les pratiques sociales, il est important de renforcer les capacités des leaders religieux pour qu'ils s'engagent dans la promotion de l'abandon des MGF. À côté d'autres acteurs de la société civile ils peuvent jouer un rôle important de sensibilisation et de plaidoyer. Pour ce faire, ils ont besoin d'être appuyés afin qu'ils développent les outils adaptés à leur contexte. Il est primordial de leur laisser le temps nécessaire pour mener un débat ouvert sur la pratique et remettre leurs propres convictions en question. L'expérience faite en Mauritanie démontre qu'une dynamique de changement social au sein de l'Islam a pu être progressivement enclenchée.

L'engagement d'un nombre croissant d'oulémas et d'imams n'est pas un coup de baguette magique qui mènera la population à abandonner la pratique du jour au lendemain. Cependant, en synergie avec d'autres approches – par exemple la sensibilisation dans le secteur santé et éducation ou le dialogue dans les communautés – elle contribue certainement à un changement de comportement au sein de la société mauritanienne.



Editeur	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Sièges de la société : Bonn et Eschborn, Allemagne Programme Bonne Gouvernance OE 1100 Afrique de l'Ouest I Nouakchott, Mauritanie Projet suprarégional « Abandon des Mutilations Génitales Féminines » OE 1200 Afrique suprarégionale Eschborn, Allemagne fgm@giz.de www.giz.de/fgm
Auteurs	Salma Mint Akhyarhoum, Aminata Diop, Ilse Worm
Mise en page	EYES-OPEN, Berlin
La GIZ est responsable de cette publication.	

Mandaté par	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	
Divisions	300 Politique régionale de développement Afrique 301 Afrique du Nord ; politique méditerranéenne 302 Afrique de l'Ouest I	
Adresses des bureaux du BMZ	BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 53113 Bonn, Allemagne T +49 228 99 535 - 0 F +49 228 99 535 - 3500	BMZ Berlin Stresemannstraße 94 10963 Berlin, Allemagne T +49 30 18 535 - 0 F +49 30 18 535 - 2501
	poststelle@bmz.bund.de www.bmz.de	
Photos	Mohamed El Mokhtar Ould Mohamed Ahmed, GIZ GmbH, Petra Weigand	
Publié	Février 2013	